



Traçage des contacts	Taux de suivi de seulement 17,4% en Ituri (11 juin) — très en-deçà du seuil de 80% requis pour contenir la transmission
Transparence financière	Absence de mécanisme public de redevabilité ; aucun tableau de bord budgétaire accessible aux OSC ou communautés locales
Implication locale	Faible participation des acteurs communautaires aux décisions stratégiques ; résistances communautaires (incendie du CTE de Rwampara, mai 2026)

Aux organisations de la société civile :

1. Organiser des sessions publiques de restitution budgétaire dans chaque zone de santé affectée.
2. Documenter et dénoncer systématiquement les cas de corruption ou de mauvaise gestion observés.
3. Plaider pour l'inclusion formelle des communautés dans les structures de coordination de la riposte.

Sources principales

- OMS, « Plan de réponse conjoint Ebola Bundibugyo, RDC », juin 2026.
- Transparency International, Indice de perception de la corruption 2025.
- BTI Transformation Index, Democratic Republic of Congo Country Report 2026.
- PBS News, « Ebola health workers haven't been paid », juillet 2026.
- The New Indian Express, « DRC health workers strike over unpaid wages », 8 juillet 2026.
- FICR, Rapport d'enquête sur les fraudes Ebola 2014-2016, 2017.
- Observations directes de terrain et témoignages recueillis en Ituri, avril-juillet 2026.

Pour le CdC/RN,  
 Dieudonné KASONIA  
 Contact : +243 813014336  
 Email : infos@cdcrituri.org



## NOTE DE PLAIDOYER DE CdC/RN

Contrôle citoyen et suivi budgétaire de la riposte Ebola (Bundibugyo) Province de l'Ituri – Juillet 2026

### 1. Contexte épidémiologique et financier

Situation au 8 juillet 2026 : 1 708 cas confirmés, 580 décès (létalité 34%). L'épidémie d'Ebola souche Bundibugyo, déclarée en mai 2026, affecte principalement les zones de santé de Bunia, Rwampara et Mongbwalu dans la province de l'Ituri.

Financement : Plan de réponse conjoint OMS-Gouvernement de 518 millions USD (juin-novembre 2026). Plus de 910 millions USD annoncés en promesses, mais seulement 35% effectivement décaissés à la mi-juin 2026.

### 2. Constats clés de l'analyse citoyenne

Domaine	Constat principal
Couverture CTE	CTE Bunia à 100% de capacité ; occupation moyenne 93,9% ; absence de CTE fonctionnels dans plusieurs zones de santé rurales
Salaires & motivation	Retards de plus au moins 2 mois dans le paiement des primes de risque ; grève des agents de santé et de l'enterrement sécurisé, le 8 juillet 2026 paralysant la riposte

### 3. Risques de corruption et antivaleurs identifiés

Contexte structurel : Score IPC Transparency International 2025 : 20/100 (rang 163/182). Indice de gouvernance BTI 2026 : 2,65/10 (rang 119/120).

·« Ebola business » : instrumentalisation de la crise sanitaire à des fins d'enrichissement personnel, documentée lors des épidémies précédentes (2018-2020).

·Travailleurs fantômes : inscription de personnel fictif sur les listes de paie de la riposte pour détourner les primes.

·Surfacturation : gonflement des coûts logistiques et de construction des CTE ; absence d'appels d'offres transparents.

·Détournement de per diem : inflation artificielle du nombre de jours de mission et des taux journaliers.

·Précédent FICR : environ 6 millions USD détournés par fraude interne lors de la riposte Ebola 2014-2016 en Afrique de l'Ouest.

4. Recommandations prioritaires aux autorités provinciales

Aux autorités provinciales de l'Ituri et nationales de Kinshasa:

1.Exiger la publication mensuelle d'un état financier détaillé de la riposte, accessible au public et aux OSC.

2.Mettre en place un comité provincial de suivi budgétaire incluant des représentants communautaires et des organisations de la société civile (CdC/RN).

3.Garantir le paiement régulier et transparent des primes de risque aux agents de santé dans un délai maximum de 30 jours.

4.Étendre la couverture en CTE aux zones de santé non desservies (Komanda, Irumu, Fataki, Drodoro, Lita, Damas, Kilo, Bambu, NIZI, Mambasa, Mahagi, Aru, Jiba, ...).

Aux partenaires techniques et financiers :

5.Conditionner les décaissements à la mise en place de mécanismes de transparence et de reporting financier.

6.Financer un audit indépendant trimestriel de la gestion des fonds de la riposte.

7.Renforcer le traçage des contacts (objectif : atteindre 80%) par un financement direct aux structures communautaires.

